

Budget—M. Malone

Si un ministre a jamais été en contradiction avec lui-même en voilà une preuve manifeste. Car, après avoir déclaré qu'il était pleinement conscient des effets défavorables que pourrait avoir à court terme une flambée des prix intérieurs du pétrole et du gaz naturel, il a poursuivi, sans tenir compte de ce qu'il venait de dire, et a annoncé qu'il allait augmenter l'essence de 10c. le gallon en imposant une taxe d'accise. Ce qui était plus important, c'est que pas un cent de l'argent des contribuables ne serait mis de côté pour aider à la recherche de nouveaux gisements.

S'il est une chose dont nous puissions être certains, c'est que la prémisse ou la conclusion est absolument fausse. Si c'est le genre de jugements qu'élabore le ministre lorsqu'il est parfaitement conscient, nous avons vraiment sujet de nous demander s'il sait distinguer entre l'état conscient et l'état comateux.

Conclure qu'une hausse de 10c. du prix du gallon de pétrole par le truchement d'une taxe d'accise contribuerait à préserver nos réserves de pétrole tient de la fantaisie. Le fait est que, dès le premier jour où nous l'avons interrogé au sujet de son budget, le ministre lui-même a reconnu qu'il ignorait si la hausse du prix du pétrole contribuerait à conserver nos réserves. Il se pourrait bien que le ministre ait tout simplement transporté le fardeau des responsabilités du gouvernement fédéral en ce domaine sur les épaules des automobilistes. Étant donné toutes les exemptions accordées à ceux qui utilisent leurs voitures à des fins commerciales, je parie que le gouvernement n'a pas la moindre idée de la quantité d'essence qui sera assujétie à la taxe d'accise.

Les possibilités d'abus sont considérables. Un organisme de surveillance administrative s'impose de toute urgence. Je mets le ministre au défi d'expliquer immédiatement à tous les députés—et à la nation surtout—quels gains nets il prévoit après la déduction des frais d'administration. Négliger de répondre à cette question c'est simplement sous-entendre que le gouvernement a pris une décision hâtive, irréfléchie, dure et cruelle sans savoir ce que pourrait représenter un tel gain.

A vrai dire, l'imposition de la taxe d'accise de 10 p. 100 sur un groupe choisi d'automobilistes canadiens se rit des paroles du ministre dans le premier paragraphe de son discours:

Mais c'est également un document à caractère humain.

Le ministre nous a également affirmé que:

L'économie est trop importante pour qu'on la laisse aux économistes.

Il serait peut-être encore plus juste de dire que l'économie est trop importante pour qu'on la laisse aux libéraux dépensiers. Il n'en est point d'exemple plus flagrant que le fait que les dépenses gouvernementales ont augmenté de 99.5 p. 100 depuis que l'actuel ministre est entré en fonction il y a à peine 40 mois. Le fait que l'indice du coût de la vie a grimpé de 32.6 p. 100 au cours de cette même période nous justifie amplement d'exiger que le gouvernement actuel laisse souffler les Canadiens.

Or, le gouvernement a plutôt choisi de faire augmenter le prix de l'essence par une taxe d'accise, de se décharger sur le dos des gouvernements provinciaux du fardeau de la responsabilité des soins médicaux, de se décharger sur le dos des travailleurs et des employeurs du fardeau de l'assurance-chômage, et a refusé de donner une impulsion significative au secteur du logement au Canada. Il prétend

cependant couper les dépenses gouvernementales tout en les augmentant considérablement en même temps. On est évidemment obligé de se demander s'il s'agit bien là d'un document humain. Si telle est la perspective du gouvernement, alors sa conception de l'humanité est vraiment dure. J'aurais cru que le terme humanité impliquait un intérêt et un empressement plus marqués à accepter les responsabilités au lieu de simplement en décharger le palier fédéral sur les épaules du peuple canadien.

Arrêtons-nous sur quelques problèmes canadiens et sur les solutions irresponsables qu'on y propose. Le ministre déclare à la page 7022 du hansard:

La construction domiciliaire a été la principale cause interne de la faiblesse de notre économie.

C'est un fait. Il a poursuivi, cependant, en haussant les épaules et en s'excusant de ne pas y trouver de solution sensée. Il prétend ceci à la page 7022 du hansard:

Le déclin marché de la construction d'habitations aux États-Unis, qui représentent le principal débouché du bois canadien, a considérablement affaibli la demande extérieure de produits du bois.

● (2130)

Le ministre peut-il vraiment adopter pareille attitude alors que le nombre de mises en chantier au Canada en 1975 n'est que d'environ la moitié de ce qu'il était l'an dernier? Le Canada traverse actuellement une des pires années de son histoire récente sur le plan de la construction d'habitations. Les 200 millions de dollars offerts à la SCHL feront bien peu pour stimuler cette industrie. En outre, la mesure établit une distinction injuste en ceci qu'elle ne vise qu'une partie de la population canadienne.

On peut certes défier le gouvernement de nous dire pourquoi il n'a pas songé à réduire le taux hypothécaire s'appliquant aux maisons. Au taux actuel de 11¼ p. 100, une maison de \$30,000, payée sur une période de 20 ans, coûtera \$76,646. Par contre, si le gouvernement fédéral avait pu assurer un taux inférieur, mettons de 8 p. 100, la même maison, sur la même période, ne coûterait que \$59,642. Cette différence dans le taux hypothécaire représenterait pour l'acheteur, une économie, de \$17,000. Par ailleurs, cette économie appréciable aurait servi non seulement à encourager la construction de logements mais aussi à multiplier les possibilités d'emplois et à donner un élan considérable au secteur de la construction tout entier.

Par contre, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas décidé de supprimer totalement la taxe de 5 p. 100 sur les matériaux de construction? Il aurait ainsi pu éliminer du même coup toute une bureaucratie. Chaque fois que le gouvernement décide d'économiser de l'argent, il doit malheureusement créer un organisme chargé d'administrer les économies et les économies servent donc à payer cette administration. Un des rôles du gouvernement devrait être de simplifier les choses; ce gouvernement n'a pas son pareil pour compliquer les choses simples. La philosophie libérale veut qu'il n'y ait dans le mode de vie des Canadiens aucune chose simple qui ne puisse être régie, réglementée ou administrée davantage.

En offrant 200 millions de dollars, c'est comme si le gouvernement crachait sur un feu de forêt. Le coût du logement a tellement grimpé depuis quatre ans que le gouvernement doit accepter d'offrir des stimulants considérables à tous les acheteurs éventuels de maison ou dire carrément aux Canadiens qu'ils n'ont pas le droit de posséder leur maison.